

# La situation céréalière en Méditerranée

## Enjeux stratégiques et recommandations

|  |   |
|--|---|
| État des lieux .....                   | 2 |
| Principaux enjeux et prospective ..... | 4 |
| Recommandations .....                  | 9 |

### Edward Aoun

Étudiant en Master 2, en expertise du développement et gestion de projets internationaux, il est l'auteur notamment d'une étude consacrée à l'impact du développement du secteur financier sur la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement.

### Amal Cheveau

Juriste de droit public, spécialisée en sciences politiques, elle est chef de projet à Ipemed chargée de l'agriculture, la finance et la coopération décentralisée. Elle a collaboré plus de 10 ans avec les agences de développement du Maroc.

Cette publication est basée sur une étude Ipemed, *Partenariats stratégiques pour la sécurité alimentaire en Méditerranée*, à paraître dans la collection *Construire la Méditerranée*; auteurs : Foued Cheriet, Jean-Louis Rastoin et Nahid Movahedi.



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

Les *Ipemed Palimpsestes*, *working papers*, sont des éléments de réflexion et de débat en prise avec l'actualité euro-méditerranéenne.

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPEMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006.

Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée.

Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement. IPEMED est présidé par Radhi Meddeb et dirigé par Jean-Louis Guigou.

Conseiller scientifique: Pierre Beckouche. Communication: Véronique Stéphan. [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop) Réalisation: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau ISSN 2116-6897



**S**ELON LA FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, «entre juillet et septembre 2010, les prix du blé se sont envolés de 60% à 80% du fait des mauvaises récoltes en Russie, dues à la sécheresse, et de l'interdiction d'exportation promulguée en conséquence par la Fédération de Russie. Les prix du riz et du maïs ont aussi augmenté pendant cette période». En décembre 2010, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires a dépassé son pic de 2008, le sucre, les huiles et les matières grasses affichant les plus fortes hausses. En mars 2011, l'indice a enregistré pour la première fois une baisse après huit mois de hausses continues. Les prix alimentaires mondiaux étaient virtuellement stables en avril 2011<sup>(1)</sup>.

Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) sont durement affectés par cette fluctuation des prix du fait de l'insécurité alimentaire qui caractérise une grande majorité d'entre eux. Les Psem enregistrent une facture céréalière qui, combinée à de nombreux facteurs, laisse présager une aggravation de la situation dans les vingt prochaines années.

CE RAPPORT dresse d'abord un état des lieux de la situation céréalière au niveau mondial et dans la région méditerranéenne. Il liste ensuite les principaux enjeux et les scénarios prospectifs. Il dresse enfin un ensemble de recommandations visant à atténuer les effets de la dépendance aux importations de céréales dont une grande majorité de Psem sont frappés.

## État des lieux dans le monde et dans la région méditerranéenne

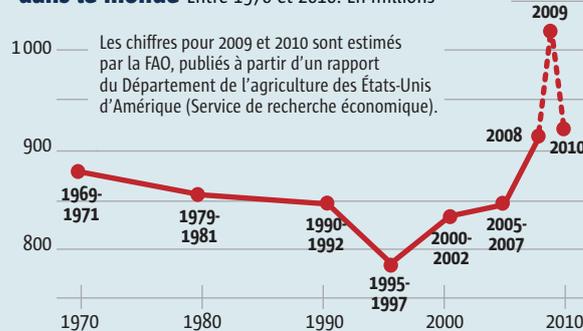
DEPUIS LA CRISE ALIMENTAIRE de 2008 et les émeutes de la faim qui ont suivi, l'opinion publique porte un regard nouveau sur l'agriculture et sur la place centrale qu'elle occupe au sein des pays les plus pauvres. La crise alimentaire liée à l'augmentation des prix des produits agricoles a entraîné une hausse conséquente du nombre de personnes sous-alimentées ou en situation de malnutrition. Plusieurs causes ont provoqué cette instabilité et les pays en développement ont été confrontés à une crise sans précédent en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. En 2010, le Programme alimentaire mondial (PAM) a recensé près d'un milliard de personnes souffrant de troubles plus ou moins graves de sous-alimentation. **GRAPHIQUE 1**

### Des fluctuations de prix peu favorables au consommateur

MÊME SI LES PRIX agricoles ont baissé depuis, il existe un effet *cliquet* sur les marchés internationaux, c'est-à-dire un phénomène qui limite le retour en arrière des prix, une fois un certain stade dépassé. Plus particulièrement, la baisse des prix des matières premières agricoles n'est jamais répercutée sur les prix des produits alimentaires, ce qui empêche le consommateur de bénéficier de toute fluctuation qui lui est favorable. L'enjeu est donc de taille et la communauté internationale à travers le G20, en a d'ailleurs fait l'une de ses priorités.

Par ailleurs, l'agriculture est le secteur qui emploie le plus d'actifs, directement ou indirecte-

**GRAPHIQUE 1** Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde Entre 1970 et 2010. En millions



Source : FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, p.11, 2010

**TABLEAU 1** Poids des populations rurale et agricole dans les onze Psem En millions

|                            | 2010 | 2020 | Évolution |
|----------------------------|------|------|-----------|
| <b>Population totale</b>   | 290  | 331  | + 14 %    |
| <b>Population rurale</b>   | 116  | 121  | + 5 %     |
| <b>Rurale/totale</b>       | 40 % | 37 % |           |
| <b>Population agricole</b> | 62   | 55   | - 12 %    |
| <b>Agricole/rurale</b>     | 54 % | 45 % |           |

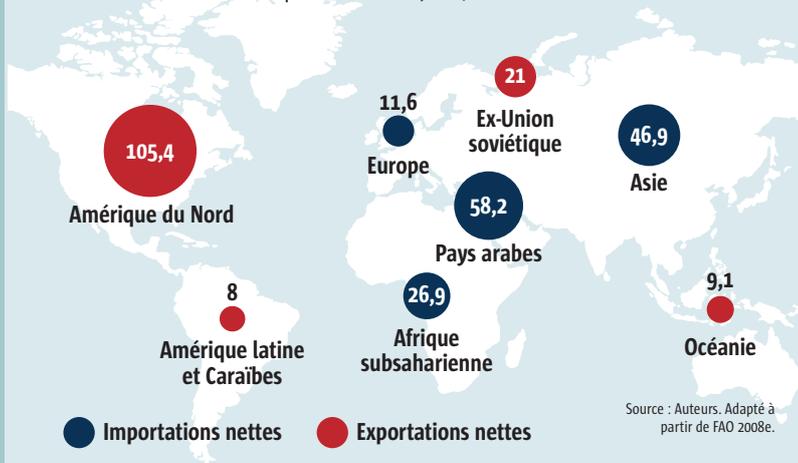
Source : Rastoin J.L., Chérier F. et Bourgeois L., 2011, *Les coûts de la non-intégration euro-méditerranéenne dans les secteurs agricoles et agroalimentaires*, Ninagrimes, Rapport d'étape, Ipemed, Paris, à paraître.

ment, dans le monde. Dans les Psem, la population rurale augmentera de 5% d'ici à 2020 même si la population agricole baissera de 12% **TABLEAU 1**. Malgré cette augmentation annoncée de la population, plusieurs Psem ont négligé l'emploi agricole à l'except-

(1) [www.fao.org/news/story/fr/item/73931/icode/](http://www.fao.org/news/story/fr/item/73931/icode/)

**GRAPHIQUE 2 Les pays arabes sont les plus gros importateurs nets de céréales dans le monde**

En millions de tonnes métriques de céréales, 2007



tion de certaines filières car elles permettent des revenus d'exportation.

Les récentes révoltes confortent ce constat. À titre de rappel, la *révolte du jasmin* en Tunisie a d'abord concerné les zones rurales qui n'avaient pas profité du développement dont avaient bénéficié les zones côtières. Par ailleurs, en Égypte, les paysans ont massivement participé à la révolte populaire et « certains agriculteurs égyptiens ont voulu récupérer des terres qui leur ont été confisquées »<sup>(2)</sup>.

Les soulèvements populaires dans les Psem sont nés de la corrélation de trois facteurs : le taux de chômage très élevé des jeunes (notamment en milieu rural) la volatilité des prix alimentaires, poussant les États à subventionner les prix de certains produits de première nécessité et l'absence de libertés politique et civile garanties par la loi. Par conséquent, les questions de droit à l'alimentation, de sécurité et de souveraineté alimentaire sont redevenues une priorité, principalement pour les Psem.

La FAO indique qu'on parle de sécurité alimentaire quand « toutes les personnes, ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Cette définition a été adoptée par le Sommet mondial de l'alimentation organisé en 1996.

**Un écart croissant entre la demande et la production dans les Psem**

LA RÉGION MENA (*Middle East North Africa*) importe en moyenne 50 % de ses besoins en nourriture. La production locale revêt donc une importance stratégique pour les Psem. Cependant, le développement de la production agricole, notamment céréalière, jus-

tifié par le déficit actuel et la croissance de la population, est confronté à des contraintes objectives liées d'une part aux disponibilités en terres arables et en eau et, d'autre part, aux gains de productivité à travers l'extension des surfaces agricoles utiles difficiles à obtenir.

L'extension des surfaces cultivées au niveau mondial sera problématique en zone méditerranéenne du fait de la faiblesse du potentiel cultivable et de son érosion, du changement climatique et de la pression foncière exercée par les activités non-agricoles. Par ailleurs, les ressources en eau sont limitées. Il est donc nécessaire

d'encourager une augmentation de la production *écologiquement intensive*. Ce désordre généralisé affecte en grande partie les céréales avec des causes d'ordre conjoncturel et structurel.

Les causes conjoncturelles sont liées à des phénomènes climatiques (sécheresse ou incendies dans des pays exportateurs comme l'Australie ou la Russie). Cela a contracté l'offre et a généré une hausse des prix. La spéculation est un second facteur. En effet, les liquidités qui se dégageaient des marchés financiers pendant la crise financière se sont orientées vers les marchés agricoles. À noter aussi la hausse de la production de biocarburants qui a détourné l'utilisation alimentaire des céréales, même si, selon la FAO, cela reste marginal.

LES CAUSES structurelles sont liées à la faiblesse des stocks mondiaux et à la baisse des rendements. Un des facteurs de ce déséquilibre alimentaire s'explique par la baisse des investissements. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement est passée de 17 % en 1980 à 3,8 % en 2006<sup>(3)</sup>, et les politiques d'ajustement structurel ont aussi abouti à une baisse des dépenses publiques dans l'agriculture.

Le G20 devrait, au-delà de la régulation des marchés financiers, se focaliser sur une régulation des échanges des matières premières pour limiter la volatilité des prix des produits agricoles et son incidence sur les pays importateurs nets. L'encadrement de cette volatilité ne suffira pas à donner aux paysans des pays en développement les moyens qui leur permettront d'accroître les niveaux de production nécessaires à la sécurité alimentaire de leurs concitoyens.

**Les questions de droit à l'alimentation, de sécurité et de souveraineté alimentaire sont redevenues une priorité pour les Psem.**

(2) Entretien avec Sébastien Abis paru dans *Vaucluse agricole*, 18 mars 2011, p. 2.  
 (3) Discours de Jacques Diouf, directeur général de la FAO, Paris, 28-29 mai 2009.



**TABLEAU 2** Aperçu général du marché mondial des céréales

| Bilan mondial 2008-2011   | 2008/09 | 2009/10<br>Estimation | 2010/11<br>Prévision | Variation<br>2010-11/2009-10 |
|---|---------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| <b>Bilan mondial</b> En millions de tonnes                              |         |                       |                      |                              |
| <b>Production</b>   | 2 282,2 | 2 253,1               | 2 279,5              | 1,2 %                        |
| <b>Commerce</b>   | 283,3   | 261,8                 | 264,5                | 1,0 %                        |
| <b>Utilisation totale</b>   | 2 187,3 | 2 223,4               | 2 268,1              | 2,0 %                        |
| Alimentation  | 1 027,2 | 1040,0                | 1 056,5              | 1,6 %                        |
| Fourrage  | 761,6   | 768,0                 | 775,1                | 0,9 %                        |
| Autres utilisations   | 398,5   | 415,4                 | 436,5                | 5,1 %                        |
| <b>Stocks de clôture</b>  | 510,4   | 528,1                 | 532,8                | 0,9 %                        |
| <b>Indicateurs offre et demande</b> Consommation par habitant. En kg/an |         |                       |                      |                              |
| <b>Monde</b>  | 152,0   | 152,1                 | 152,7                | 0,4 %                        |
| <b>Pays faible revenu</b>   | 155,6   | 155,6                 | 156,3                | 0,5 %                        |
| <b>Rapport stocks mondiaux/<br/>utilisation totale</b>                  | 23,0 %  | 23,3 %                | 23,3 %               |                              |
| <b>Rapport stocks principaux<br/>exportateurs/utilisation totale</b>    | 17,7 %  | 17,7 %                | 17,4 %               |                              |

Source : FAO, *Perspectives de l'alimentation : analyse des marchés mondiaux*, juin 2010. Extrait du Rapport PSAM n°3, 2010, Cheriet et al., p.11. Ipemed, *Construire la Méditerranée*, à paraître.

De plus, selon la plupart des études sur la malnutrition dans le monde, les facteurs principaux sont l'insuffisance des revenus, le défaut d'organisation des filières agricoles et alimentaires et le manque de for-

mation des producteurs et des consommateurs<sup>(4)</sup>.

La FAO est sceptique sur la situation céréalière dans la région méditerranéenne. Ses projections montrent un écart croissant entre la demande et la production. La région importe le quart des céréales produites dans le monde alors qu'elle ne compte que 8 % de la population mondiale (GRAPHIQUE 2 (page 3)). L'approvisionnement céréalière provient de cinq principaux pays-régions exportateurs (Argentine, Australie, Canada, UE et États-Unis) pour 73 % en 2007, ce qui signifie que les Psem sont tributaires des événements qui interviennent dans ces pays et des relations qu'ils peuvent entretenir avec eux. En termes de prix, des cours élevés des denrées alimentaires pèsent lourdement sur le budget des ménages et sur les budgets nationaux.

Tous ces facteurs, combinés à un taux de croissance démographique élevé, montrent la dépendance de la région à l'égard des importations et va de pair avec des déficits structurels céréalières croissants.

## Principaux enjeux et prospective

FACE À CE CONSTAT préoccupant, combiné aux facteurs influant les populations locales et les États, les enjeux sont importants tant au niveau mondial que méditerranéen.

### Conjurer la volatilité des prix au niveau mondial

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE relève du droit de chaque individu d'avoir accès à « une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles locales, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne ». Cette définition trouve ses racines dans le droit à l'alimentation qui figure dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948.

Au vu de la situation céréalière mondiale, plusieurs points méritent d'être examinés en s'appuyant sur différents indicateurs : la production, le mode d'utilisation et les stocks céréalières mais aussi les indicateurs de prix sur les marchés internationaux. La dépendance aux importations de céréales s'analysera à travers les disparités des factures alimentaires et des autosuffisances céréalières,

**La facture céréalière des Psem est plus élevée que la moyenne mondiale.**

le poids des importations et la faiblesse des productions locales.

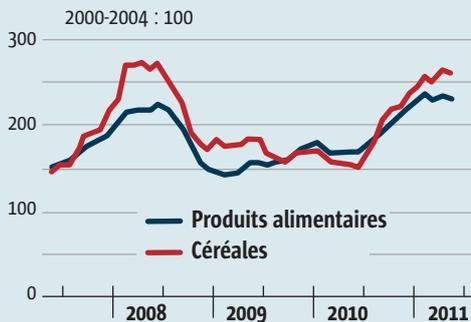
La production céréalière de ces deux dernières années a baissé de 1,5 % alors que les prévisions tablent sur une augmentation de 1,2 % pour l'année 2011. Le commerce céréalière, qui avait diminué de 7 % (13 % pour le blé), est reparti à la hausse pour l'année 2010-2011. L'utilisation céréalière augmente de 1,5 à 2 % en rythme annuel. **TABLEAU 2**

Les stocks de céréales ont augmenté de 4 %, principalement dans les pays développés et dans les principaux exportateurs de blé. Le commerce mondial de céréales a représenté environ 12 % de la production, mais a diminué de 7 % suite aux reconstitutions de stocks par certains pays.

L'alimentation humaine est le premier poste d'utilisation céréalière (environ 50 %). Suivent l'alimentation animale (environ 30 %) et les agro-carburants (environ 20 %). La consommation mondiale de céréales par habitant s'est stabilisée autour de 152 kg par an.

(4) Rastoin J.L., Ghersi G., 2010, *Le système alimentaire mondial, Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Editions Quae, Paris : 581 p. Préface d'Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le Droit à l'alimentation. [www.quae.com/fr/livre/?GCOI=27380100618240](http://www.quae.com/fr/livre/?GCOI=27380100618240)

**GRAPHIQUE 3** Indices FAO des prix des produits alimentaires et des prix des céréales



Source : Indices calculés selon Food Price Indices Data, FAO, juin 2011.

L'indice FAO des prix des céréales a affiché en moyenne 262 points en mai, soit 1 % de moins qu'en avril, mais 69 % de plus qu'en mai 2010. Bien que les conditions météorologiques aient eu des répercussions négatives sur les perspectives de récolte en Europe et en Amérique du Nord, les prix des céréales ont donc en moyenne diminué au mois de mai.

La perspective d'importantes disponibilités exportables par la Fédération de Russie et l'Ukraine, associée à un dollar plus fort et à un cours du pétrole plus faible, ont également tiré les prix vers le bas. **GRAPHIQUE 3**

Les cours internationaux des céréales ont baissé au cours de l'année 2010 et se situent en-dessous de leurs pics récents, avec de bonnes récoltes en perspective. Toutefois, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a augmenté à partir de juin 2010 en raison notamment de la progression des prix des céréales. Mais les prix des aliments sont restés plus élevés qu'avant la crise.

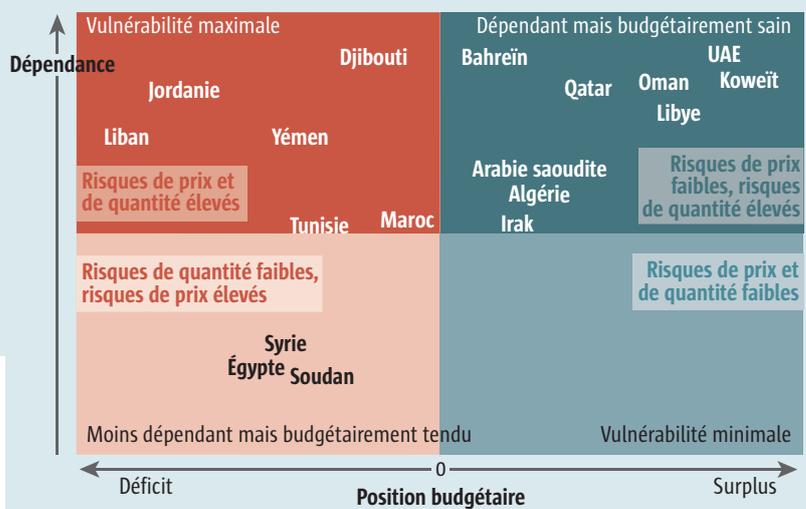
Pour le blé, il existe un oligopole, sachant que les dix premiers fournisseurs exportent près de 95 % du blé total. Par conséquent, s'il y a une annonce de mauvaise récolte dans l'un de ces pays, le prix du blé à la Bourse de Chicago augmente directement.

Trois points essentiels sont à retenir de ce panorama mondial :

- les marchés internationaux céréaliers sont caractérisés par des prix fluctuants ;
- ils sont dominés par une dizaine de pays ;
- la forte volatilité des prix est de plus en plus préoccupante.

En outre, des arbitrages de plus en plus importants dans les utilisations alternatives des céréales exercent de fortes pressions sur les cours mondiaux. En effet, les différentes politiques qui promeuvent les biocarburants (éthanol, biodiesel), couplées à des droits de douane élevés, découragent les importations de carburant fossile et par conséquent, incitent à faire basculer l'exploitation agricole des terres au détriment de la production de denrées alimentaires.

**GRAPHIQUE 4** Dépendance céréalière et déficit budgétaire des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Extraite de *Mediterra 2008*, CIHEAM



Source : Auteurs. Adapté à partir de FAO, 2008b. FMI, 2008 ; Banque mondiale, 2008b. La dépendance à l'égard des importations céréalières se mesure par le ratio importations nettes de céréales/consommation totale de céréales. Les soldes budgétaires 2007 sont tirés des données du FMI. Les données FAOSTAT les plus récentes sur les sodas céréalières datent de 2005.

**Diminuer la dépendance céréalière des Psem**

EN MÉDITERRANÉE, un état permanent d'insécurité alimentaire prévaut, avec un fort risque d'aggravation dans les vingt prochaines années. Les céréales y tiennent une place centrale dans l'agriculture et l'alimentation. Depuis 1960, la production céréalière a été multipliée par deux. Elle occupe la moitié des surfaces agricoles et reçoit d'importants soutiens publics. Parallèlement, les importations ont été multipliées par quatre, d'où un écart croissant dans les déficits céréaliers.

La situation céréalière reflète les problématiques de la région avec deux éléments majeurs :

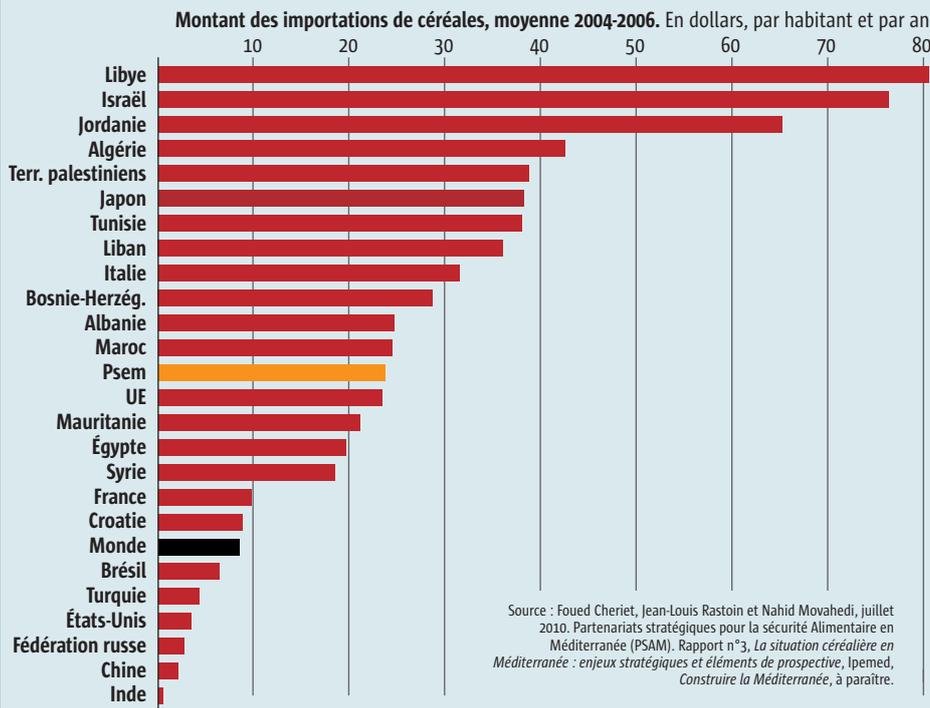
- une dépendance vis-à-vis des importations qui, combinée à la faiblesse de la production, aboutit à une hausse de la facture alimentaire ;
- les Psem sont confrontés à des arbitrages de plus en plus importants dans les utilisations alternatives des céréales : alimentation humaine *versus* alimentation animale et, dans une moindre mesure, une expérimentation pour la production d'agro-carburants.

CERTAINS PAYS se démarquent : le Maghreb et l'Égypte sont très dépendants, ainsi que des pays de l'Est de la région (Israël, Jordanie, Liban). Hormis la Turquie, dont la dépendance externe est faible (4 dollars par habitant), les Psem ont des déficits structurels considérables. Ils ont davantage recours aux importations pour couvrir leurs besoins alimentaires, et leur facture céréalière est plus élevée que la moyenne mondiale.

Si certains pays présentent des surplus budgétaires pouvant encore couvrir leurs besoins céréaliers et amortir ainsi leur dépendance externe (pays du



**GRAPHIQUE 5 Poids de la facture céréalière : les disparités internationales**



**TABLEAU 3 Importations de céréales de quelques Psem et en Europe**

Millions de tonnes

|                         | 2007         | 2008         | 2009*        |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Europe</b>           | <b>7,9</b>   | <b>9,3</b>   | <b>8,1</b>   |
| dont UE                 | 6,4          | 8,0          | 7,0          |
| Israël                  | 1,2          | 2,0          | 1,7          |
| Turquie                 | 2,2          | 3,6          | 2,0          |
| Algérie                 | 5,8          | 6,3          | 5,2          |
| Égypte                  | 7,6          | 9,9          | 8,2          |
| Maroc                   | 4,1          | 3,7          | 1,7          |
| <b>Total Psem**</b>     | <b>20,9</b>  | <b>25,5</b>  | <b>18,8</b>  |
| Amérique Nord et Centre | 9,4          | 10           | 8,8          |
| Amérique du Sud         | 12,9         | 12,5         | 13,0         |
| Proche-Orient           | 11,8         | 27,3         | 18,8         |
| Extrême-Orient          | 29,5         | 32,1         | 29,6         |
| Afrique                 | 32,5         | 38,0         | 31,1         |
| <b>Total monde</b>      | <b>110,3</b> | <b>135,7</b> | <b>115,6</b> |

Source : FAO Stat 2006. Conseil International des Céréales, chiffres du 29/10/2009.

\* Prévisions. \*\* Uniquement pour les Psem dont les données sont disponibles.

Golfe ou pays exportateurs de pétrole), d'autres ne peuvent pas se permettre d'être enfermés dans une telle situation. Ainsi, la Jordanie, la Tunisie, le Maroc et le Liban semblent arbitrer difficilement entre des déficits budgétaires élevés et une forte dépendance aux importations de céréales. Hormis la Turquie et des pays de la Méditerranée Adriatique, aucun Psem ne se trouve dans une position *budgetairement confortable*. Le **GRAPHIQUE 4** (page 5) illustre l'arbitrage difficile auquel font face certains pays entre les déficits budgétaires et la dépendance céréalière.

Il faut aussi prendre en compte les évolutions qui peuvent aggraver la situation : pression démographique, changement des modes de consommation, faiblesse des ressources en terres ou en eau, pratiques culturelles, etc.

En termes d'autosuffisance céréalière, même si l'ensemble des Psem enregistre en moyenne un taux de 92 % pour le blé entre 2004-2007 (avec une stabilité par rapport à 1998-2003), cela ne saurait ni masquer les fortes disparités entre les pays (Turquie et Méditerranée Adriatique d'une part ; Maghreb et Égypte d'autre part), ni faire oublier que la région est importatrice nette de ce produit. Les Psem importent en moyenne trois fois plus que la moyenne mondiale. **GRAPHIQUE 5**

En établissant des bilans alimentaires méditerranéens pour le blé, on trouve des excédents en Europe et des déficits dans les Psem. L'alimentation du bétail dans la région européenne a été plus importante que l'ensemble des ressources en blé (importations plus

productions locales, 628 millions de tonnes) des Psem. Le déficit des Psem et leur dépendance externe tiennent à la faible production par rapport à une consommation croissante tirée par la pression démographique. En effet, la région Mena accuse d'importants retards en termes de productivité céréalière par rapport aux moyennes mondiales. Les ratios de capacités productives sont les plus faibles du monde.

Concernant les importations (**TABLEAU 3**) et les productions locales, plusieurs tendances se dessinent. La dépendance des Psem en matière céréalière s'explique par le poids de leurs importations et leur rythme d'accroissement. Entre 1965 et 2005, l'Algérie et le Maroc ont multiplié par vingt leurs importations nettes en volume. La Tunisie par treize et l'Égypte par quatre (FAO Stat 2006).

En 2008, cinq Psem ont importé plus de 25 millions de tonnes de céréales, davantage que tous les pays d'Amérique du Nord, centrale et du Sud (environ 22 millions de tonnes). L'Égypte et l'Algérie sont les plus gros importateurs (l'Égypte a importé en 2008 autant que l'UE).

L'examen des déficits entre les importations et les exportations céréalières permet de mesurer l'ampleur de la dépendance et les factures alimentaires de certains pays. En dix ans, les importations céréalières des Psem ont atteint 7,5 milliards de dollars en 2007, alors qu'elles n'étaient que de 1,6 milliard. Certains pays ont vu leur facture exploser. Les quatre pays en tête en termes de solde négatif sont l'Algérie (1,4 milliard de dollars),

**Les Psem importent en moyenne trois fois plus de céréales que la moyenne mondiale.**





**TABLEAU 5 Projections FAO des bilans céréaliers de la région Afrique du Nord et Proche-Orient** En millions de tonnes

|         | Demande                      |                              |                | Production et échanges |                                |      | Taux de croissance** |                 |
|---------|------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|--------------------------------|------|----------------------|-----------------|
|         | Alimen-<br>tation<br>humaine | Alimen-<br>tation<br>animale | Tous<br>usages | Produc-<br>tion        | Échanges<br>extérieurs<br>nets | TAS* | Demande              | Produc-<br>tion |
| 1979-81 | 47                           | 19                           | 80             | 58                     | -24                            | 72 % | 2,7                  | 2,4 %           |
| 1997-99 | 79                           | 34                           | 133            | 83                     | -49                            | 63 % | 2,2                  | 1,3 %           |
| 2015    | 107                          | 62                           | 192            | 107                    | -85                            | 56 % | 2,2                  | 1,5 %           |
| 2030    | 131                          | 93                           | 249            | 133                    | -116                           | 54 % | 1,8                  | 1,5 %           |

\* TAS : Taux d'autosuffisance : % production/demande tous usages. \*\* % par an. Taux annuels moyens d'accroissement pour chaque période (1979-1989 ; 1989-1999 ; 1999-2015 et 2015-2030).

Source : D'après les données de la FAO, *Méditerranée 2030*, p. 203, Ipemed, 2009.

**TABLEAU 6 Prospective céréalière en Méditerranée. Scénarios envisagés**

| Intitulés                                 | Déterminants   | Changements Psem   | Effets attendus   |
|---|--|--|---|
| <b>S1 Tendancier</b>                      | Tendances stables suivant moyenne  | -  | Aggravation des déficits alimentaires. Dépendance extérieure maintenue  |
| <b>S2 Coopération régionale renforcée</b> | Aide européenne (financière et technique). Volonté politique /construction régionale | +30 % rendements   | Mise à niveau agricole. Aide technique/ rendements. Intégration filière. Complémentarité/ sécuritéapprovisionnement                       |
| <b>S3 Changement climatique sévère</b>    | Sécheresse et tensions sur les ressources hydriques. Réchauffement températures      | -20% surface<br>-20% rendements                              | Surfaces agricoles réduites.Cultures menacées. Baisse des rendements  |
| <b>S4 Libéralisation commerciale</b>      | Ouverture poussée des agricultures des Psem  | + 30% importations   | Filières céréalières nationales non protégées. Compensation production locale par les importations  |
| <b>S5 Combinaison S3 et S4</b>            | Libéralisation . poussée<br>Changement climatique aggravé                            | + 30% importations<br>- 20% rendements et<br>- 20 % surfaces | Effets conjugués de la libéralisation (accroissementdes importations) et du changement climatique (baisse des surfaces et des rendements) |

Variables de Bases : Surface , production, importations et exportations.

Disponibilité alimentaire : Production + Importations - Exportations\*

Source : Foued Cheriet, Jean-Louis Rastoin et Nahid Movahedi, juillet 2010, Partenariats Stratégiques pour la Sécurité Alimentaire en Méditerranée (PSAM), Rapport n°3, *La situation céréalière en Méditerranée : enjeux stratégiques et éléments de prospective*, Ipemed.

tiques qui, dans ces pays, pèsent sur le secteur. Il est donc légitime de s'interroger sur rôle de la coopération agricole en matière de sécurité alimentaire en Méditerranée.

L'importance des enjeux liés à l'agriculture et aux céréales en particulier justifie que les acteurs des deux rives de la Méditerranée se mobilisent. Des études prospectives apportent un éclairage sur les différents enjeux et préconisent des solutions qui pourraient réduire les effets de la dépendance aux importations de céréales des Psem.

**Cinq principaux scénarios et les effets attendus**

LA QUESTION céréalière en Méditerranée est stratégique, car «son évolution et son traitement dépendent non seulement des enjeux politiques et commerciaux, mais également de la volonté ou non de construire une Méditerranée plus solidaire»<sup>(5)</sup>. Elle soulève à la fois des enjeux nationaux (sécurité et souveraineté alimentaires, avenir des agricultures locales, dépendance externe, coûts budgétaires des soutiens publics...) et régionaux liés à la construction de l'Euro-Méditerranée. **TABLEAU 5**

Le potentiel des Psem peut s'envisager en termes de gains de rendement et de capacités productives céréalières. Cette approche est confrontée à d'autres scénarios prenant en compte des changements climatiques plus sévères que prévu ou une libéralisation de la production locale plus poussée, ou encore à un scénario qui combinerait les effets des deux dernières options.

Différentes prospectives agricoles et alimentaires en Méditerranée ont été étudiées<sup>(6)</sup>. L'objectif était de définir les évolutions de la production et des rendements céréaliers selon des *futurs possibles* dans la région à l'horizon 2030. Si on envisage la prospective céréalière<sup>(7)</sup> avec cinq principaux scénarios sur la base de quatre variables de base (surfaces, production, exportations et importations), les effets attendus sont résumés dans le **TABLEAU 6**.

**S1 Tendancier.** Le premier scénario ne représente que les *projections* des évolutions

observées dans le passé. Dans ce cas, nous assistons à une aggravation des déficits céréaliers dans de nombreux Psem (Algérie, Égypte, Syrie) et le maintien des dépendances extérieures.

(5) Hervieu et al., (2006), « L'agriculture est un secteur stratégique en Méditerranée », *Les notes d'analyse du Ciheam* n°18, décembre.

(6) *Agrimonde* (INRA-CIRAD, 2009) sur comment nourrir la planète en 2050. *Mediterra 2008* (CIHEAM, 2009) sur les futurs alimentaires en Méditerranée. *SAMAQQ (Agropolis International, 2010)* comme appui aux études Ipemed sur la combinaison des deux optiques ci-dessus.

(7) Cheriet, F. ; Rastoin, J.L ; Movahedi, N. , 2010, « Partenariats stratégiques pour la Sécurité Alimentaire en Méditerranée - PSAM - la situation céréalière en Méditerranée » rapport n°3, 2010, Montpellier, 74 pages, dans *Construire la Méditerranée*, à paraître.



Cultures irriguées en Égypte.

**TABLEAU 7** Prospective des évolutions de la production céréalière dans les Psem en 2030 selon les 5 scénarios

| Bilan céréaliier dans les Psem            | Production |         |        | Imports (M.t) |
|---|------------|---------|--------|---------------|
|   | M.t        | Kg/hab. | Indice |               |
| Moyenne 2000/2007                         | 77         | 261     | 100    | 37            |
| <b>Scénarios 2030</b>                     |            |         |        |               |
| <b>S1</b> Tendanciel                      | 78         | 210     | 81     | 62            |
| <b>S2</b> Coopération régionale renforcée | 95         | 256     | 98     | 45            |
| <b>S3</b> Changement climatique sévère    | 47         | 126     | 48     | 93            |
| <b>S4</b> Libéralisation commerciale      | 51         | 138     | 53     | 89            |
| <b>S5</b> Le pire : S1 + S2               | 24         | 66      | 25     | 116           |

Estimation 2030 sur la base du solde : consommation apparente – production, pour 369 millions d’habitants. Avec consommation apparente (ou disponibilité) par tête et par an identique à la moyenne 2000-2007, soit 379 kg, pour 294 millions d’habitants dans les Psem.

Source : calculs et simulations d’après les données FAOSTAT 2010, rapport PSAM n°3, Cheriet et al, 2010.

**S2 Coopération régionale renforcée.** Le deuxième scénario traduit une coopération plus poussée dans la région. Ce scénario retient l’hypothèse d’une *intégration agricole* des pays de l’Est de la Méditerranée grâce notamment à un élargissement de la politique agricole communautaire.

**S3 Changement climatique sévère.** Le troisième scénario mesure les effets d’un changement climatique plus sévère que ceux envisagés par les études sur ce sujet. Même si l’horizon 2030 paraît trop proche pour que des changements climatiques radicaux surviennent, ce scénario annonce une baisse des surfaces et des rendements céréaliers dans de nombreux Psem.

**S4 Libéralisation poussée.** Le quatrième scénario rend compte des conséquences supposées d’une libéralisation commerciale poussée et d’une ouverture agricole des Psem. Il pourrait aboutir, sous certaines réserves, à un accroissement des importations céréalières de certains pays des sous-groupes géographiques méditerranéens et à des substitutions de production locale par des importations de produits céréaliers bruts ou transformés.

**S5 Le pire.** Un cinquième scénario est une variante combinée des déterminants des deux derniers scénarios (**S3** + **S4**). Dans les Psem, les filières céréalières nationales seraient fragilisées du fait de leur confrontation aux agricultures productivistes et intensives du Nord de la Méditerranée.

Ces scénarios révèlent les évolutions *possibles* de la production céréalière dans les Psem. Le scénario **S2**, basé sur une coopération régionale renforcée, montre que la production dans les Psem augmenterait d’un quart pour atteindre 95 millions de tonnes à l’horizon 2030. Toutefois, même dans ce cas, elle resterait inférieure aux 120 millions de tonnes de céréales produites par les huit pays d’Europe méditerranéenne. **TABLEAU 7**

## Recommandations pour corriger les déséquilibres entre l'offre et la demande

COMME NOUS l'avons souligné, la forte dépendance externe et l'alourdissement des factures alimentaires fragilisent davantage les ambitions de souveraineté et de sécurité alimentaires des Psem. La question céréalière est devenue un enjeu stratégique et géopolitique en Méditerranée :

- stratégique, car elle relève des États et de leur volonté à assurer sécurité et souveraineté alimentaire ;
- géopolitique car elle s'inscrit dans un cadre de construction régionale avec un enjeu de coordination des politiques locales et régionales en matière d'agriculture et d'alimentation.

### La coopération régionale, une priorité

PLUS QUE NÉCESSAIRE, la coopération régionale permettrait d'augmenter la production d'un quart en vingt ans, avec en plus une capacité productive par habitant d'environ 350 kg par an. Elle pourrait être articulée autour de deux éléments majeurs :

- la sécurisation des approvisionnements céréaliers
- la promotion d'une coopération régionale euro-méditerranéenne renforcée

LA SÉCURISATION des approvisionnements céréaliers deviendrait effective en mettant en place des contrats de long terme, en créant des stocks céréaliers stratégiques et en renforçant des partenariats pour une intégration des filières. Une participation accrue de l'UE est nécessaire pour la mise à niveau agricole des Psem afin qu'ils puissent assurer la production minimale de certaines denrées stratégiques (essentiellement le blé).

Enfin, il faudrait promouvoir des regroupements régionaux d'importation de céréales. On peut envisager un *cartel* du blé pour les trois pays du Maghreb, et « transformer leur vulnérabilité externe en une force de pression stratégique sur le marché international »<sup>(8)</sup>.

UNE COOPÉRATION régionale euro-méditerranéenne renforcée devrait prendre en compte la question céréalière, mais plus globalement les problèmes agricoles, alimentaires et rurales en termes



Silo sur le port de Kenitra (Maroc). Entre 1965 et 2005, le Maroc a multiplié par vingt ses importations de céréales.

stratégiques et géopolitiques, impliquant des engagements réciproques des pays de la région. En l'absence d'une coopération régionale renforcée, le déficit céréalière global de la région augmentera de façon continue, ce qui encouragera l'arrivée de nouveaux acteurs agricoles et agroalimentaires dans la région (Brésil, Chine, Russie...) au détriment des producteurs européens.

La mise en place d'une coopération euro-méditerranéenne pourrait se faire sur les principes suivants<sup>(9)</sup> :

- inscrire la question de la sécurité alimentaire comme priorité stratégique de la coopération régionale euro-méditerranéenne pour transcender les clivages Nord-Sud et encourager une vision géopolitique d'ensemble ;
- accompagner les politiques publiques agricoles des Psem pour accroître les rendements céréaliers, grâce à une meilleure diffusion des techniques culturales et d'irrigation, ainsi qu'à une gestion optimisée des ressources en sol et en eau ;
- favoriser l'intégration des filières céréalières dans les Psem en encourageant les débouchés pour des produits complémentaires, les coopérations inter-entreprises, les échanges croisés et la sécurisation des approvisionnements.

Il faut donc impérativement corriger les déséquilibres entre offre et demande, en augmentant la production nationale d'aliments de base (céréales,

La coopération régionale permettrait d'augmenter la production d'un quart en vingt ans.

(8) Abis S., Nardone J., (2008), « Enjeux stratégiques autour des céréales en Méditerranée », *Les notes d'alerte du CIHEAM*, n°53, décembre.

(9) Rastoin J.L., Dubreuil C., « Un pacte agroalimentaire et rural: pour l'intégration régionale euro-méditerranéenne ». *Notes IpeMED*, n°4, 2009.



### Une participation accrue de l'UE est nécessaire pour la mise à niveau agricole des Psem.

produits laitiers, viandes) et une coopération internationale pensée en termes géostratégiques ; restructurer les filières agroalimentaires et renforcer les échanges agricoles et alimentaires en s'appuyant sur des logiques de proximité, de complémentarité et de solidarité ; encourager davantage les IDE dans certaines filières agroalimentaires et les coopérations inter-entreprises, avec des alliances stratégiques qui permettraient des effets de transferts d'innovation et d'apprentissage.

AFIN D'ASSURER la sécurité alimentaire, quatre plans d'action devraient être envisagés au niveau national :

- **améliorer la situation nutritionnelle** en promouvant un modèle alimentaire méditerranéen contemporain enraciné dans l'histoire par l'information, la formation et la communication. Ce modèle permettrait la reconquête des marchés intérieurs et l'expansion internationale. L'information passe par le recensement du patrimoine culinaire dans chaque pays et la création d'un observatoire permanent de la situation nutritionnelle. La formation consiste à mettre en place, à tous les niveaux (primaire, secondaire, supérieur), un enseignement sur les bonnes pratiques alimentaires fondé sur la diète méditerranéenne. Enfin, la communication passe par la création d'outils pour promouvoir ce modèle dans les médias ;
- **augmenter la production locale** grâce à un nouveau cadre institutionnel, l'innovation technique et

**Il faut renforcer la culture vivrière, prépondérante dans les Psem, en privilégiant sa modernisation.**

organisationnelle (augmentation de la R&D, mutualisation de la production de normes de qualité...). Les Psem pourraient bénéficier de l'expérience de l'UE dans le cadre de la préadhésion des Peco, pour réformer en profondeur leur agriculture, la rendre plus productive tout en respectant les critères du développement durable. Un deuxième élément consisterait à mutualiser avec eux la production de normes de qualité, phytosanitaires et de traçabilité. Un accord pour utiliser les normes européennes, assorti d'une concertation élargie pour renforcer leurs institutions de contrôle pourrait être envisagé dans le cadre de la coopération renforcée euro-méditerranéenne ;

- **mettre en place une souveraineté alimentaire collective** fondée sur une logique de complémentarité et de proximité avec des garanties d'approvisionnement contre des garanties de débouchés. Ceci peut être réalisé avec l'aide de trois instruments : le développement d'organisations communes de marché (OCM), la promotion d'une *préférence commerciale communautaire* et la mise en place d'un dispositif de protection et de promotion d'indications géographiques (IG) dans le développement local ;
- **renforcer la culture vivrière**, prépondérante dans la majorité des Psem, tout en privilégiant sa modernisation à travers la multiplication d'entreprises familiales, un tissu dense de ТРЕ-РМЕ agroalimentaires et commerciales, des technologies déjà éprouvées mais ouvertes à l'innovation, sans oublier un ancrage territorial.

#### BIBLIOGRAPHIE

Abis S., Nardone J., (2008), «Enjeux stratégiques autour des céréales en Méditerranée», *Les notes d'alerte du CIHEAM*, n°53, décembre.

Agropolis International, 2010, *Sécurité alimentaire en Méditerranée en 2030 : aspects qualitatifs et quantitatifs* (SAMAQQ)

INRA-CIRAD, Agrimonde, *Scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Paillard et al., édition 2010

CIHEAM, 2009, *Mediterra 2008 : les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*, Ed Presses de Sciences Po. Paris, 372 p.

Rastoin J.L., Dubreuil C., «Un pacte agroalimentaire et rural : pour l'intégration régionale euro-méditerranéenne». *Notes IpeMED*, n°4, 2009

Rastoin J.L., Chriet F., «Sécurité alimentaire en Méditerranée : un enjeu géostratégique majeur». *Notes IpeMED*, n°6, 2010

Rastoin J.L., Chriet F., Movahedi N., «Partenariats stratégiques pour la Sécurité alimentaire en Méditerranée – PSAM – la situation céréalière en Méditerranée», Rapport n°3, 2010, Montpellier, 74 pages, dans *Construire la Méditerranée*, à paraître.

Rastoin J.L., Ghersi G., *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Editions Quae, Paris, 2010, 581 p. Préface d'Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation

[www.quae.com/fr/livre/?GCOI=27380100618240](http://www.quae.com/fr/livre/?GCOI=27380100618240)

Rastoin J.L., Chriet F., Bourgeois L., *Les coûts de la non-intégration euro-méditerranéenne dans les secteurs agricoles et agroalimentaires*, Ninagrimes, Rapport d'étape, IpeMED, 2011

FAO, 2010, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*

Banque mondiale, 2009, *Renforcer la sécurité alimentaire dans les pays arabes*